

Frédéric Gilet

**ECONOMIE, COMPTABILITE
ET GESTION**

AVRIL 2024

GRANDS PRINCIPES DE LA SCIENCE ECONOMIQUE

LES RESSOURCES

Il y a les ressources matérielles (ensemble de bien tangibles et physiques de production), les ressources immatérielles (capital humain, le savoir, la marque), les ressources naturelles (non renouvelables (matières premières minérales) et renouvelables (biodiversité)), les ressources financières (capital et financement de l'entreprise).

Les ressources prennent la forme de biens, libres (disponibles en abondance et gratuitement) ou économiques (biens de production, bien de consommation finale ou intermédiaire, biens d'équipement)

Selon Keynes (1883-1946), les besoins primaires sont individuels et les besoins relatifs ou sociaux sont ressentis au contact des autres. Les besoins absolus sont dénombrables, les besoins relatifs sont illimités. C'est le but du travail de la pyramide de Maslow :

- Besoins de réalisation de soi (besoin de se sentir responsable)
- Besoins d'estime (reconnaissance dans son activité)
- Besoins sociaux (expression, d'acceptation et d'appartenance à un groupe)
- Besoins de sécurité (assurance de répétitivité des besoins physiologiques)
- Besoins physiologiques (matériels)

LES NECESSAIRES ARBITRAGES ECONOMIQUES DE GESTION DES RESSOURCES

Les ressources sont limitées et les besoins des agents économiques sont illimités, d'où la nécessité d'une allocation, d'une répartition selon les priorités.

- Besoins vitaux et primaires en quantité limitée
- Besoins sociaux et secondaires en quantité illimité
- Biens économiques, ressources rares
- Biens libres, ressources abondantes

La science économique (du grec *oïkonomia* de *oikos*, maison et *nomos*, gérer, administrer) analyse les arbitrages des agents économique (quoi, quel, combien, comment, qui produit ?).

Elle est séparée entre microéconomie (analyse des comportements des individus et interaction sur les marchés) et macroéconomie (variables globales et interaction de ces agrégats).

Il y a l'économie positive (analyse et observation des phénomènes économiques (conséquences des arbitrages et interprétation des mécanismes à l'œuvre)) et l'économie normative (préconisations à destination des agents économiques et approche subjective (jugements et opinions) des valeurs dominantes).

AGENTS ECONOMIQUES ET INTERACTIONS

LES RELATIONS ENTRE LES AGENTS ET LE CIRCUIT ECONOMIQUE

Un agent économique est une unité institutionnelle qui est un centre décisionnaire avec un comportement unique et disposant d'une autonomie. Les secteurs institutionnels regroupent ces catégories d'agents.

- Sociétés non financières :
 - o Type : SA, SARL, associations marchandes
 - o Ressources : ventes de biens et de services non financiers
 - o Production de biens et de services non financiers marchands
- Ménages
 - o Revenus d'activité, prestations sociales, revenus du capital
 - o Ensemble de personnes qui partagent un foyer commun (y compris les EI)
 - o But : consommer
- Société financières
 - o Banques, assurances, fonds d'investissement
 - o Vente et production de produits financiers (financer l'économie ou assurer contre les risques)
- Administration publique :
 - o Administrations centrales, collectivités locales, sécurité sociale
 - o Ressources : prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales)
 - o Production de services non marchands dans l'intérêt général
- Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)
 - o Partis politiques, syndicats, associations non marchandes
 - o Ressources : contributions volontaires ou en nature
 - o Production de services non marchands pour les ménages
- Reste du monde

Les secteurs institutionnels réalisent différents types d'opérations économiques :

- Opérations sur les biens et services
- Opérations de répartition des revenus
- Opérations financières

Le circuit économique met en relations les différents agents ou fonctions économiques

Circuit production, revenus, dépenses, production, etc...

LA CONTRIBUTION DES GRANDES VARIABLES ECONOMIQUES DE L'EQUILIBRE EMPLOI/RESSOURCES

L'équilibre Emploi/Ressources est une égalité comptable toujours vraie

Ressources	Emploi
Origine des produits	utilisation effective des ressources
Production marchande et non marchande	dépenses de consommation finale
+ importations	+ consommations intermédiaires
	+ formation brute de capital fixe
	+ exportations
	+ variation de stocks

Les consommations intermédiaires équivalent à la valeur des biens et services transformés ou détruits au cours du processus de production

Les dépenses de consommation finale sont celles permettant l'acquisition de produits utilisés pour la satisfaction directe des besoins des ménages

La Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) est la valeur des actifs corporels et incorporels acquis pendant une période pour être utilisés, soit la mesure de l'effort de l'investissement

LA REPARTITION DES DEPENSES DE CONSOMMATION

La consommation consiste en l'utilisation d'un bien ou d'un service afin de satisfaire des besoins humains

- Dépenses de consommation finale des ménages pour se procurer des services marchands
- Dépenses de consommation des administrations individualisables (services non marchands proposés par les administrations à des bénéficiaires identifiables)

L'évolution de la consommation s'étudie sur le pouvoir d'achat (volume de biens et de services qu'un revenu permet d'acquérir), sur les coefficients budgétaires (correspondant au ratio dépenses catégorie/dépense totale des ménages) et du taux d'équipement (ratio nombre ménages possédant un bien/nombre total de ménages)

Lois d'Engel :

- La part du revenu affecté aux dépenses d'alimentations est d'autant plus grande que le revenu est faible
- La part du revenu affecté à l'habillement et au logement est sensiblement identique quel que soit le revenu
- La part du revenu consacrée aux autres dépenses augmente plus vite que les revenus

LES FORMES ET MOTIFS DE L'EPARGNE

L'épargne est la partie du revenu disponible qui n'est pas consommée

Epargne brute = revenu disponible brut (RDB) – consommation finale

Epargne nette = épargne brut – consommation de capital fixe

Il y a l'épargne de précaution pour couvrir certains risques, l'épargne de prévoyance pour planifier une dépense et l'épargne de placement pour des gains financiers

L'épargne non financière concerne l'immobilier

L'épargne financière est :

- Placements monétaires (livrets d'épargne)
- Placements financiers (actions, obligations, sicav, assurances-vie)
- Thésaurisation : conservation des moyens de paiement non rémunéré

Taux d'épargne financière = Capacité de financement des ménages/RDB

Variables influençant les ménages

- Revenus : loi psychologique fondamentale de Keynes
- Taux d'intérêt : selon les classiques, quand il augmente plus d'épargne et moins de consommation, selon Keynes ses variations modifient la structure et non le volume de l'épargne
- Fiscalité
- Inflation
- Evolutions sociodémographiques : théorie du cycle de vie de Modigliani (endettement au début de sa vie active puis épargne puis désépargne (retraite. Donc la pyramide des âges influence directement le volume de l'épargne

LES FORMES ET MOTIFS DE L'INVESTISSEMENT

L'investissement correspond à l'ensemble des dépenses réalisées aujourd'hui en vue de percevoir des recettes supérieures dans le futur ou de réaliser une économie de coûts

Taux d'investissement d'une branche = FCBF de la branche/valeur ajoutée de la branche

Taux d'investissement d'une nation = FCBF/ PIB

Valeur ajoutée (VA) est la mesure de la richesse produite par un agent économique

Les déterminants de l'investissement des entrepreneurs sont :

- La demande
- Le taux d'utilisation des capacités de production (production actuelle/ production potentielle)
- Rentabilité attendue de l'investissement
- Taux d'intérêts et conditions de financement
- Coût relatif des facteurs de production

Typologie de l'investissement :

- Investissements privés et publics
- Investissements de renouvellement/de capacité/de modernisation
- Investissements matériels ou immatériels
- Investissements directs à l'étranger (IDE)

L'investissement dépend de la nature de l'investisseur, de la finalité de l'investissement, de la nature de l'investissement et de la dimension internationale.

CREATION DE RICHESSE PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

LES ENJEUX DE LA REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE

La valeur ajoutée (VA) est un indicateur microéconomique quantitatif mesurant la richesse produite par les agents économiques

La production marchande désigne la production écoulee sur le marché, évaluée au prix du marché HT (agents économiques : SNF, SF et EI)

La production non marchande correspond à la production proposée à titre gratuit ou quasi-gratuit (agents économiques : administrations publiques, ISBLSM)

Valeur ajoutée marchande = VA totale (CA) - consommations intermédiaires

Valeur ajoutée non marchande = somme des coûts de production

La répartition primaire des revenus est le partage de la VA entre ceux qui l'ont produite

- Rémunération des salariés
- Impôts de la production destinés à des administrations publiques
- Excédent brut d'exploitation (EBE) incluant
 - o Les créanciers (intérêts)
 - o Les associés (dividendes)
 - o L'entreprise (autofinancement)

Le partage de la valeur ajoutée est à l'origine de la formation des revenus primaires des ménages :

- Revenus du travail
- Revenus du capital et de la propriété
- Revenus mixtes (EI)

LE PIB ET LA RICHESSE CREEE

Le PIB est un indicateur macroéconomique quantitatif qui mesure l'ensemble des richesses produites par les agents économiques d'un pays pendant une année

Il se calcule de différentes manières :

- Somme des VA + TVA - subventions
- Consommation finale + FBCF + exportations - importations + variations stocks
- Rémunération + EBE et revenus mixtes + impôts sur la production et les importations

Le PIB cherche à comparer les richesses produites, à mesurer la croissance économique, à évaluer le niveau de vie moyen de la population

Indicateurs alternatifs au PIB

- Indice de développement humain (travaux de Sen et le concept de capacité à atteindre les buts fixés). Il est composé d'indicateurs
 - o Espérance de vie

- Durée de scolarisation
- Revenu par habitant
- Standards de pouvoir d'achat
- Indice de santé sociale (ISS) (Fordham Institute for Innovation in Social Policy)
- Empreinte écologique (EE) formalisée par le World Wildlife Fund (WWF)

Autres indicateurs

- Indicateur de richesse nationale (France, loi n°2015-411) prenant en compte le taux de croissance du PIB, la dette publique, les dépenses R&D, les facteurs sociaux et environnementaux
- Indicateur du « vivre mieux » ou « better life » (BU) proposé par l'OCDE s'inspirant du rapport Stiglitz prenant en compte la qualité de vie, l'état de santé, l'équilibre de vie privée/professionnelle, l'éducation, l'engagement civique, la qualité de l'environnement, la sécurité des personnes, le bien-être subjectif

LE TISSU PRODUCTIF FRANÇAIS

La richesse est produite par le tissu productif.

Un secteur d'activité regroupe des entreprises de fabrication, de commerce et de service qui ont la même activité principale. Une branche d'activité regroupe des unités de production homogènes. Une filière désigne l'ensemble des activités complémentaires qui concourent à la réalisation d'un produit fini.

Il y a les secteurs primaires (exploitations des ressources), le secteur secondaire (transformation des matières premières en produits élaborés) et tertiaire (services)

Economie Sociale et Solidaire (ESS) : Associations, mutuelles, coopératives, fondations, entreprises d'utilité sociale.

GRANDS PRINCIPES DE L'ECONOMIE DE MARCHE

LES CARACTERISTIQUES D'UNE ECONOMIE DE MARCHE

L'économie est régulée par la loi de l'offre et de la demande et par la flexibilité des prix. On se pose les questions « quoi produire, en quelle quantité, comment et pour qui, les intérêts propres se rencontrant sur un marché pour échanger des biens et des services.

Un marché est un lieu de rencontre réel ou fictif, entre une offre et une demande dont découle les prix

Il y a une complémentarité entre l'Etat et l'économie, l'Etat assurant les fonctions régaliennes (police, justice et armée) et construisant les infrastructures, ainsi que les biens et services publics que le privé ne peut pas faire.

Le libéralisme est un courant de pensée qui érige la liberté en principe souverain de la vie en société

- Libéralisme politique (droits naturels et politiques)
- Libéralisme économique (liberté d'entreprendre, d'échanger, de contracter, le droit de propriété)

Il y a donc une économie de marché pour organiser la vie économique et sociale selon Adam Smith :

- Laisser faire l'autorégulation (main invisible) pour coordonner les décisions
- Garantir la convergence des intérêts particuliers pour l'intérêt général
- Favoriser la notion de concurrence pure et parfaite

LE FONCTIONNEMENT D'UN MARCHE CONCURRENTIEL

Le marché permet une allocation (répartition) optimale des ressources et la satisfaction des besoins. Voici ses caractéristiques d'une concurrence pure et parfaite :

- Atomicité des acteurs sur le marché (ils prennent les prix comme une donnée (price takers))
- Libre entrée et sortie des acteurs sur le marché
- Homogénéité des produits (caractéristiques identiques)
- Transparence de l'information (accès à une information complète et parfaite, gratuite)
- Mobilité parfaite des facteurs de production (travail et capital)

L'individu rationnel est capable de :

- Collecter toute l'information pour effectuer ses choix
- Raisonner pour le coût/bénéfice
- D'opérer des choix cohérents
- D'opérer un comportement maximisateur

Sur un marché, les offreurs souhaitent maximiser leur profit et les consommateurs maximiser leur satisfaction avec leur budget

LA FORMATION DE L'EQUILIBRE SUR UN MARCHE CONCURRENTIEL

L'équilibre de marché est en microéconomie une situation où l'offre équivaut à la demande pour un prix donné

La fonction d'offre : quantité maximale de biens et de services que les offreurs sont prêts à proposer sur le marché pour un prix donné. Elle croît avec le prix (quand le prix du bien augmente, la quantité offerte augmente. Le producteur est incité à augmenter sa quantité offerte.

La fonction de demande représente la quantité maximale de biens et de services que les demandeurs sont prêts à acquérir sur le marché, pour un prix donné. Elle décroît avec le prix

On aboutit à une situation d'équilibre où pour un prix donné, l'offre est égale à la demande.

- Tout le monde maximise sa satisfaction
- Toutes les ressources sont utilisées au mieux (pas de gaspillage)
- Pas intérêt à dévier de ce marché, qui constitue l'optimum de Pareto (on ne peut pas améliorer la satisfaction de certains individus sans dégrader celle des autres)

L'économiste français Walras, l'équilibre partiel tend vers l'équilibre général, les prix s'ajustant par tâtonnement.

Pour Schumpeter, la perspective d'une rente de situation et donc d'un pouvoir de marché incite l'entrepreneur à innover et à prendre des risques

Bienfaits et limites de la concurrence

- Amélioration du bien-être grâce à une pression sur la baisse des prix et au choix plus large de produits (tous les biens ne se prêtant pas à la concurrence)
- Stimulation de l'innovation (risque d'apparition de marchés monopolistiques ou oligopolistiques (effet « the winner takes all » du pionnier)
- Allocation optimale des ressources (critère d'efficacité et non de justice sociale)
- Garantie de la transparence (contre les lobbyistes)

LES SITUATIONS MONOPOLISTIQUES

Selon les économistes classiques, « il faut laisser faire le marché », or leurs mécanismes peuvent en être défailants (phénomènes de concentration économique, abus de position dominante, conditions d'accès ou de fixation des prix non libres) et les équilibres peuvent en être perturbés sur les marchés. On n'est plus dans une situation de concurrence pure et parfaite et les monopoles et oligopoles viennent du fait que l'atomicité des acteurs et la libre entrée et sortie ne sont plus respectées sur les marchés.

Le monopole est une situation de marché où une seule entreprise produit biens et services sans substitut proche et répond à l'ensemble des besoins. Ce peut être

- Le monopole naturel (quand il est coûteux en ressources et en investissements de s'introduire sur le marché pour un concurrent)
- Le monopole d'innovation (avantage concurrentiel par les brevets, la technologie employée)
- Le monopole d'Etat (au nom de l'intérêt public)

Pour Marshall, la dynamique capitaliste pousse les entreprises à grossir, pour bénéficier d'économies d'échelles, et donc se retrouver en situation de monopoles ou oligopoles.

Le prix n'est plus la donnée centrale pour ces entreprises mais il faut maximiser son profit en tenant compte de la demande, produisant tant que le prix reste au-dessus du coût marginal.

Le bien-être des consommateurs se détériore d'où une éventuelle intervention de l'Etat (par une autorité de régulation de la concurrence).

Une autre manière d'avoir un monopole est la stratégie de différenciation : on propose aux acheteurs un produit décrit comme unique (marketing, caractéristiques techniques) permettant aussi de jouer sur les tarifs à la hausse.